



Conseil de sécurité

UN LIBRARY
MAR 09 1993
UN/SA COLLECTION

PROVISOIRE

S/PV.3181
8 mars 1993

FRANCAIS

PROCES-VERBAL PROVISOIRE DE LA 3181e SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le lundi 8 mars 1993, à 16 h 5

Président : M. McKINNON

(Nouvelle-Zélande)

Membres : Brésil
Cap-Vert
Chine
Djibouti
Espagne
Etats-Unis d'Amérique
Fédération de Russie
France
Hongrie
Japon
Maroc
Pakistan
Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord
Venezuela

M. SARDENBERG
M. JESUS
M. CHEN Jian
M. OLHAYE
M. YAÑEZ-BARNUEVO
Mme ALBRIGHT
M. VORONTSOV
M. LADSOUS
M. ERDOS
M. HATANO
M. SNOUSSI
M. MARKER

Sir David HANNAY

M. ARRIA

Le présent procès-verbal contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels du Conseil de sécurité.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Bureau des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du procès-verbal.

La séance est ouverte à 16 h 5.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour est adopté.

LA SITUATION AU CAMBODGE

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR L'APPLICATION DE LA RESOLUTION
792 (1992) DU CONSEIL DE SECURITE (S/25289)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Le Conseil de sécurité se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations antérieures.

Les membres du Conseil sont saisis du rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 792 (1992) du Conseil de sécurité, qui figure dans le document S/25289.

Les membres du Conseil sont aussi saisis du document S/25376, qui contient le texte d'un projet de résolution établi au cours de consultations antérieures du Conseil.

J'attire également l'attention des membres du Conseil sur les documents suivants : S/25133, lettre datée du 20 janvier 1993, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de Singapour auprès de l'Organisation des Nations Unies, et S/25366, lettre datée du 4 mars 1993, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Je crois comprendre que le Conseil de sécurité est prêt à voter sur le projet de résolution dont il est saisi. Si je n'entends pas d'objections, je considérerai que tel est le cas.

Puisqu'il n'y a pas d'objections, il en est ainsi décidé.

Avant de mettre le projet de résolution aux voix, je vais donner la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration avant le vote.

M. LADSOU (France) : Ma délégation se réjouit à la perspective de voir adopter ce projet de résolution qui est devant nous. Ce texte se concentre essentiellement sur les élections au Cambodge, qui constituent la pièce maîtresse du processus de paix et l'un des objectifs essentiels des Accords de Paris qui ont mis en place l'opération des Nations Unies la plus ambitieuse de l'histoire. Aussi est-il indispensable, à cette étape, que le Conseil de sécurité s'engage de manière unanime.

M. Ladsous (France)

Nous nous félicitons d'abord du respect du calendrier fixé pour ces élections, et ma délégation tient à réaffirmer toute sa confiance dans les capacités de l'APRONUC, qui a déjà accompli un travail remarquable, à organiser des élections véritablement libres et équitables.

Cette résolution envoie, à notre avis, un signal politique clair à toutes les parties cambodgiennes : celles-ci n'ont pas d'autre choix que de respecter les règles de la démocratie. Aucun recours à la violence ne sera toléré, et le Conseil de sécurité entérinera le résultat des élections, à la condition naturellement qu'elles soient proclamées libres et équitables par les Nations Unies, et continuera à accorder son soutien à l'assemblée constituante qui en procédera, ainsi qu'au processus de rédaction de la constitution et de mise en place d'un gouvernement pour l'ensemble du Cambodge. La communauté internationale apportera alors son concours aux autorités qui auront été mises en place conformément à la constitution. Cela signifie un engagement de la communauté internationale et du Conseil de sécurité sur le long terme. Car aussi bien, nous ne saurions nous désintéresser de ce qui se passera au Cambodge au lendemain de ce scrutin.

Nous tenons également à rappeler fermement à toutes les parties cambodgiennes qu'elles ont pris l'engagement de respecter le résultat du scrutin, et nous les exhortons à s'y conformer.

La campagne électorale va s'ouvrir dans quelques semaines, et nous restons vivement préoccupés par les actes de violence et d'intimidation commis dans ce pays. Nous lançons donc un appel à la tolérance, à la modération et à la maturité politique du peuple et des dirigeants des partis cambodgiens afin que ces élections puissent se dérouler dans le climat politique neutre stipulé et requis par les Accords de Paris.

Ma délégation reprend totalement à son compte le rappel par le Secrétaire général que c'est aux Cambodgiens qu'incombe la responsabilité première de la restauration de la paix et de la stabilité au Cambodge. Cela est vrai aujourd'hui; cela sera vrai demain. L'ONU est intervenue à la demande des Cambodgiens eux-mêmes; elle ne peut, en aucun cas, se substituer à eux si leur volonté politique devait faire défaut.

Sir David HANNAY (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) :

Monsieur le Président, je voudrais saisir cette occasion pour vous féliciter, avec un léger retard, de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité, et pour remercier votre prédécesseur, l'Ambassadeur Snoussi, pour la façon remarquable dont il a présidé le Conseil au cours d'un mois extrêmement chargé - même si c'était le mois le plus court de l'année.

Ma délégation se félicite vivement du projet de résolution dont nous sommes saisis. Elle salue notamment l'approbation donnée par le Conseil aux dates fixées pour l'élection de l'assemblée constituante par le Conseil national suprême (CNS). C'est là un élément absolument essentiel dans l'application des Accords de Paris, et nous avons été particulièrement heureux de voir qu'il a été possible au CNS de parvenir à cet accord, et de voir que celui-ci sera entériné par le Conseil de sécurité. Il s'agira là des premières élections qui aient jamais été entièrement organisées par l'Organisation des Nations Unies, et il est très heureux qu'elles se tiennent au moment prévu par les Accords de Paris, en dépit de toutes les difficultés rencontrées dans l'application de ces Accords.

Ma délégation voudrait également féliciter l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) pour le travail qu'elle a accompli jusqu'ici. L'opération d'inscription des électeurs a été extrêmement fructueuse, comme nous le rappelle le rapport du Secrétaire général, et le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a également accompli un travail remarquable en ce qui concerne le rapatriement d'un très grand nombre de réfugiés qui ont passé tant d'années à la frontière thaïlando-cambodgienne.

Mais il reste, bien sûr, encore beaucoup à faire si l'on veut que les Accords de Paris soient appliqués aussi fidèlement que possible. Il est essentiel que toutes les mesures soient prises pour empêcher l'intimidation des partis politiques dans le processus électoral. Nous comptons beaucoup sur l'APRONUC pour qu'elle redouble d'efforts dans ce sens.

Il est important que toutes les parties collaborent pour assurer une issue fructueuse des élections et qu'elles n'entravent pas le travail de l'APRONUC dans les mois à venir. A ce propos, la détention d'un certain nombre de membres du personnel militaire et civil de l'APRONUC par les Khmers rouges a été particulièrement répréhensible, et nous espérons que cela ne se renouvellera pas dans les prochaines semaines avant les élections.

Sir David Hannay (Royaume-Uni)

Dans le même contexte, nous avons été extrêmement troublés par les preuves de la présence de personnel vietnamien - peu importante en nombre, il est vrai - dans les forces armées de l'Etat du Cambodge.

En vertu des Accords de Paris, toutes les parties sont tenues de veiller au bon déroulement d'élections libres et équitables et d'en respecter le résultat. Nous sommes très heureux que le Conseil déclare ainsi que, pour sa part, il fera de son mieux pour que non seulement ces élections mais aussi le processus qui en découlera soient couronnés de succès.

Mais, en fin de compte, c'est aux Cambodgiens eux-mêmes qu'il appartient de parvenir à la réconciliation et de préparer le terrain pour l'avenir de leur pays. Il est d'une importance capitale que l'assemblée constituante, une fois élue, achève la rédaction d'une nouvelle constitution et constitue un nouveau gouvernement dans les délais qui lui sont impartis - trois mois.

Bien entendu, nous savons que la situation entre l'élection de l'assemblée constituante et la formation d'un nouveau gouvernement sera particulièrement incertaine et fragile, d'autant plus que les Khmers rouges ont choisi de rester à l'écart de cette partie du processus de Paris. Nous nous réjouissons donc des recommandations formulées par le Secrétaire général sur la façon de traverser cette période tout en conservant l'intégrité du processus de Paris.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je remercie le représentant du Royaume-Uni des paroles aimables qu'il m'a adressées.

M. CHEN Jian (Chine) (interprétation du chinois) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous féliciter de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de mars. Je suis certain que grâce à votre riche expérience de diplomate et à votre grand talent, vous saurez mener à bien les travaux du Conseil de sécurité pendant le mois en cours. Je voudrais également saisir cette occasion pour remercier votre prédécesseur, S. E. M. Snoussi, Ambassadeur du Maroc, qui a dirigé les travaux du Conseil de sécurité le mois dernier avec une compétence remarquable.

La Chine a toujours préconisé l'application complète des Accords de Paris sur la question du Cambodge et la réconciliation nationale du Cambodge. Les Accords de Paris sont le fruit d'efforts concertés des différentes parties cambodgiennes ainsi que de la communauté internationale et constituent donc

M. Chen Jian (Chine)

la base d'un règlement politique d'ensemble de la question du Cambodge. Ce n'est que lorsque les Accords de Paris seront pleinement appliqués et lorsque toutes les parties cambodgiennes participeront pleinement au processus de paix que le succès du processus de paix pourra être garanti au Cambodge.

En ce qui concerne les difficultés et les divergences qui se sont fait jour dans l'application des Accords de Paris, nous avons toujours pensé qu'elles devraient être résolues par la consultation et le dialogue, grâce aux efforts concertés des parties intéressées. Nous nous opposons à toute action qui pourrait aller à l'encontre des Accords de Paris. Nous espérons que l'on parviendra à un règlement pacifique de la question cambodgienne et à une véritable réconciliation nationale grâce aux efforts conjoints de toutes les parties cambodgiennes sous l'égide de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) et sous la direction du Prince Sihanouk.

L'élection de l'assemblée constituante conformément aux Accords de Paris est une étape importante dans le processus de paix cambodgien. A notre avis, la création d'un environnement politique neutre est un élément indispensable au déroulement d'élections libres et équitables au Cambodge. Nous avons noté qu'un certain progrès a été réalisé dans les préparatifs de l'élection au Cambodge. Il est regrettable toutefois de voir, comme l'a fait remarquer à juste titre le Secrétaire général dans son rapport, que des actes de violence perpétrés pour des motifs politiques continuent d'être commis et qu'un environnement politique neutre reste encore à créer. Nous prions instamment l'APRONUC de prendre toutes les mesures pratiques les plus efficaces possibles pour créer l'environnement politique neutre nécessaire au bon déroulement d'élections libres et équitables. Nous exhortons les différentes parties cambodgiennes à déployer tous leurs efforts à cette fin.

Le maintien de la paix au Cambodge après l'élection en mai et l'édification d'un Cambodge indépendant, souverain, unifié, pacifique et neutre sont des sujets de préoccupation universelle. La Chine ne souhaite ni la reprise de la guerre civile au Cambodge, ni le recours à la force par aucune des parties. Ce que nous souhaitons, c'est la réalisation d'une véritable réconciliation nationale. Nous estimons qu'à cette importante étape de l'histoire cambodgienne, le Prince Sihanouk, en tant que leader du peuple

M. Chen Jian (Chine)

cambochien, jouera un rôle important dans l'établissement de la paix et dans la réconciliation nationale. Nous espérons également que les efforts déployés par la communauté internationale contribueront à la réalisation de cet objectif.

Se fondant sur les considérations qui précèdent, la délégation chinoise votera pour le projet de résolution dont nous sommes saisis.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Chine des paroles aimables qu'il m'a adressées.

Je vais maintenant mettre aux voix le projet de résolution contenu dans le document S/25376.

Il est procédé au vote à main levée.

Votent pour : Brésil, Cap-Vert, Chine, Djibouti, France, Hongrie, Japon, Maroc, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Fédération de Russie, Espagne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Venezuela.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le résultat du vote est le suivant : 15 voix pour. Le projet de résolution a donc été adopté à l'unanimité en tant que résolution 810 (1993).

Je vais maintenant donner la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration après le vote.

Mme ALBRIGHT (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, je voudrais m'associer à ceux qui vous ont félicité de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité, et je me réjouis de travailler avec vous. Je voudrais également féliciter chaleureusement l'Ambassadeur Snoussi de la façon remarquable dont il a dirigé le Conseil le mois dernier.

Les Etats-Unis sont heureux d'avoir voté pour cette résolution, qui marque un jalon de plus dans la réalisation des objectifs principaux des Accords de Paris. Cette étape permet au peuple cambodgien de décider de son propre destin grâce à la tenue d'élections libres et équitables. Malgré de nombreux problèmes, de grands progrès ont été faits vers la réalisation de cet objectif.

Nous invitons instamment toutes les parties à renoncer à toutes nouvelles violations du cessez-le-feu et à mettre immédiatement un terme aux attaques perpétrées contre le personnel de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) et aux détentions dont il fait l'objet. Nous demandons à toutes les parties de coopérer sans réserve avec l'APRONUC pour faire en sorte que l'intimidation et la violence politiques prennent fin et pour créer un environnement politiquement neutre nécessaire à la tenue d'élections libres et équitables.

Mme Albright (Etats-Unis)

Les Etats-Unis notent que la tenue d'élections en mai ne sera qu'une étape sur la voie conduisant à l'objectif final : la création d'un Cambodge pacifique et démocratique. Pour que les élections soient couronnées de succès et que la réconciliation nationale ait lieu, toutes les parties cambodgiennes doivent être prêtes à en respecter les résultats. Nous invitons toutes les parties à se départir de l'animosité qui les a divisées et a infligé tant de souffrances et d'épreuves au peuple cambodgien.

En votant pour la résolution qui vient d'être adoptée, nous nous sommes engagés à appuyer le gouvernement qui sera formé à la suite des élections, en tant que seule autorité légitime représentant tout le Cambodge.

Enfin, les Etats-Unis voudraient rendre hommage au Président du Conseil national suprême, le Prince Norodom Sihanouk, et au Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU, M. Yasushi Akashi, pour leur contribution inestimable à la cause de la paix et de la démocratie au Cambodge. Nous voudrions également exprimer notre respect et notre admiration pour les hommes et les femmes faisant partie de l'APRONUC et pour le peuple cambodgien qui, par leur participation et leurs actions, ont manifesté leur désir d'édifier un Cambodge pacifique, indépendant et démocratique.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je remercie la représentante des Etats-Unis des paroles aimables qu'elle m'a adressées.

M. HATANQ (Japon) (interprétation de l'anglais) : Puisque c'est la première fois que je prends la parole au Conseil ce mois-ci, qu'il me soit permis de vous adresser, Monsieur le Président, mes chaleureuses félicitations à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil pour le mois de mars. Je voudrais également remercier, au nom de ma délégation, l'Ambassadeur Ahmed Snoussi, pour la manière exemplaire dont il a dirigé les travaux du Conseil au mois de février.

Le Japon voudrait exprimer sa satisfaction à propos de l'adoption à l'unanimité de la résolution dont nous sommes saisis, qui facilitera le processus de paix cambodgien alors qu'il entre dans une phase très critique. Des progrès importants ont été réalisés dans la mise en oeuvre des Accords de Paris malgré la situation difficile qui prévaut encore au Cambodge. Je fais allusion en particulier à la campagne d'inscription électorale nationale, qui a été couronnée de succès, et au rapatriement des réfugiés, qui s'est déroulé beaucoup plus lentement que prévu à l'origine.

M. Hatano (Japon)

Il est clair que ces réalisations sont dues en grande partie à la détermination et à l'énergie manifestées par le Secrétaire général et son Représentant spécial dans l'accomplissement de leurs tâches impressionnantes. Le Japon tient à rendre un vibrant hommage au Secrétaire général et à son représentant personnel et à réaffirmer son ferme appui aux efforts qu'ils continuent de faire en faveur de la paix au Cambodge.

Cette résolution contient un certain nombre d'éléments importants qui traitent, de façon constructive, des questions qui se sont posées au cours du processus de paix. Une des questions auxquelles le Japon attache une importance particulière est la décision prise par le Conseil national suprême d'approuver l'organisation d'élections du 23 au 27 mai 1993. Le Japon espère que l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) continuera à prendre toutes les mesures nécessaires pour créer et maintenir un environnement politique neutre.

Comme il est indiqué dans la résolution, le Conseil de sécurité se déclare prêt à entériner les résultats des élections à condition que l'Organisation des Nations Unies les certifie libres et équitables, et il appuiera par conséquent la création de l'Assemblée constituante.

Le Japon saisit cette occasion pour lancer un appel à toutes les parties cambodgiennes afin qu'elles respectent également les résultats des élections, condition essentielle à la restauration de la paix et de la stabilité au Cambodge.

La sûreté et la sécurité du personnel de l'APRONUC sont une préoccupation constante pour le Japon. Nous réitérons donc la demande faite par le Conseil, à savoir que toutes les parties n'épargnent aucun effort pour protéger la vie du personnel de l'APRONUC partout au Cambodge et faire en sorte qu'aucun acte hostile ne soit perpétré contre eux.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je remercie le représentant du Japon des paroles aimables qu'il m'a adressées.

M. VORONTSOV (Fédération de Russie) (interprétation du russe) : La délégation russe se félicite de l'adoption à l'unanimité par le Conseil de sécurité d'une résolution visant à assurer le succès total de l'opération des Nations Unies au Cambodge. Nous estimons qu'il importe particulièrement d'arriver à un consensus sur des questions telles que l'appui en faveur de la

M. Vorontsov (Fédération de Russie)

tenue d'élections au Cambodge selon le calendrier fixé par le Conseil national suprême - soit du 23 au 27 mai - et de préparer le Conseil à appuyer pleinement l'assemblée constituante, la constitution qui doit être élaborée et la formation d'un nouveau gouvernement pour le Cambodge tout entier.

Nous apprécions hautement les efforts déployés par l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) dans l'accomplissement de son mandat, conformément aux Accords de Paris, et ce, malgré certaines difficultés substantielles relatives en particulier au fait que le Kampuchea démocratique ne s'acquitte pas de ses obligations au titre des Accords de Paris, notamment en ce qui concerne la participation à l'élection d'une assemblée constituante.

Aujourd'hui, alors qu'il reste très peu de temps avant les élections de mai, il importe d'appuyer et de promouvoir la dynamique positive du processus préélectoral et de favoriser l'établissement d'un environnement politique neutre ainsi que la coopération entre toutes les factions cambodgiennes et l'APRONUC afin de réaliser les objectifs fondamentaux des Accords de Paris.

En ce qui concerne la découverte par l'APRONUC de trois personnes qui entrent dans le cadre de la nouvelle définition du personnel militaire étranger adoptée récemment par l'APRONUC, nous estimons que cette question, qui a été soulevée ici, ne revêtera pas une grande importance, et que le prétendu problème posé par ces trois personnes sera réglé par les parties cambodgiennes elles-mêmes.

M. Vorontsov (Fédération de Russie)

Nous pensons qu'au stade actuel la question de la sécurité de l'APRONUC et de tout le personnel international en place au Cambodge revêt une signification particulière. A cet égard, nous soulignons la responsabilité qui incombe à toutes les factions cambodgiennes de veiller à ce que les activités de l'APRONUC se déroulent dans des conditions normales.

Il importe également d'accorder une attention prioritaire aux problèmes que soulève le maintien de la sécurité dans le pays durant la période suivant les élections, avant la formation du nouveau gouvernement national et la fin du mandat de l'APRONUC. Nous nous félicitons de l'intention du Secrétaire général de soumettre des recommandations au Conseil à cet égard.

Pour terminer, je voudrais souligner que nous sommes prêts à coopérer avec toutes les parties aux Accords de Paris afin d'en assurer la complète mise en oeuvre.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je voudrais maintenant faire une brève déclaration en ma qualité de représentant de la Nouvelle-Zélande.

La Nouvelle-Zélande se félicite de l'adoption de cette résolution par le Conseil. Le Cambodge revêt une importance particulière pour les pays de la région d'Asie et du Pacifique. Il s'agit donc d'une question à laquelle la Nouvelle-Zélande attache beaucoup d'importance.

L'accomplissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies au Cambodge implique la participation d'un très grand nombre de pays, dont plusieurs ne sont pas actuellement membres du Conseil. La gestion du processus de paix, assumée par le Conseil au nom de l'Organisation des Nations Unies, doit donc, à notre avis, tenir compte des perspectives de l'ensemble des membres, notamment des pays qui ont du personnel au Cambodge. Cela deviendra encore plus important lorsque, avec l'appui de toutes les parties cambodgiennes, le processus de paix et la participation de l'ONU à ce dernier prendront fin.

La tâche assignée à l'ONU au Cambodge est nouvelle, novatrice et onéreuse. Il n'est pas surprenant, dès lors, que les événements ne se soient pas déroulés de façon aussi harmonieuse qu'on l'avait espéré au départ. Néanmoins, les progrès accomplis dans la mise en oeuvre des Accords de Paris et des résolutions antérieures du Conseil sur le Cambodge sont, de l'avis de la Nouvelle-Zélande, significatifs et, comme il ressort de la résolution qui vient d'être adoptée, devraient être appuyés par le Conseil de sécurité.

Le Président

La Nouvelle-Zélande se félicite de ce que tous les membres du Conseil ont voté en faveur de la résolution et qu'il existe donc un consensus général sur la situation régnant actuellement au Cambodge ainsi que sur les mesures à prendre pour faire progresser le processus de paix. Les éléments clefs de cette résolution sont, à notre avis, les suivants : la nécessité de maintenir l'élan pris dans la voie des élections, élan qui a déjà été démontré par les acquis réalisés dans la mise en oeuvre du processus de paix; l'obligation faite à l'APRONUC et à toutes les parties cambodgiennes de veiller à ce que la campagne électorale se déroule dans un climat politique neutre, en assurant un accès équitable de tous les partis politiques aux médias; la cessation complète des actes de violence, menaces et mesures d'intimidations par toutes les parties cambodgiennes ainsi que de toute activité militaire offensive; la nécessité que les élections soient libres et équitables et certifiées comme telles par l'Organisation des Nations Unies; la reconnaissance du fait que ce sont les Cambodgiens eux-mêmes qui portent la responsabilité véritable du processus de paix ainsi que de leur propre avenir, y compris l'élaboration d'une constitution et la formation subséquente d'un gouvernement pour tous les Cambodgiens; et il va de soi que la sécurité et la sûreté du personnel de l'APRONUC doivent être respectées - le personnel de l'APRONUC doit pouvoir s'acquitter de son mandat sans aucune ingérence.

Pour la Nouvelle-Zélande, le fait que le Conseil a adopté cette résolution à l'unanimité est la réaffirmation de ce que le processus de paix en faveur du Cambodge jouit du plein appui de la communauté internationale, que le Conseil représente. C'est une contribution opportune que le Conseil de sécurité des Nations Unies peut apporter au succès des élections qui doivent se tenir en mai et à la formation du Gouvernement cambodgien qui doit suivre.

Je reprends maintenant mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Le Conseil de sécurité a ainsi achevé, à ce stade, l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

La séance est levée à 16 h 35.